

VOTATION POPULAIRE DU 25 SEPTEMBRE

Non à l'initiative sur l'élevage intensif

L'initiative sur l'élevage intensif est une attaque radicale contre l'agriculture suisse. Elle demande que la Confédération protège la dignité des animaux dans l'élevage agricole. Cette "dignité" n'est toutefois pas définie - en revanche, l'initiative prévoit d'énormes réglementations.

La Suisse, en tête de la protection animale

En Suisse, le nombre maximal d'animaux dans la production de viande et d'œufs est réglementé par ordonnance. Les exigences en matière d'espace sont fixées par animal et des sanctions sont prévues en cas de surpopulation. Des sanctions qui font mal financièrement! Dans sa réponse à mon interpellation "La protection des animaux en Suisse en comparaison internationale", le Conseil fédéral écrit clairement que la Suisse réglemente nettement plus que les pays limitrophes dans les domaines liés à la protection des animaux. En ce qui concerne "espace suffisant mis à disposition", le Conseil fédéral écrit que, contrairement à la Suisse, l'UE manque largement de directives détaillées sur la détention du bétail laitier et d'engrais, des moutons, des chèvres et des chevaux ainsi que des espèces de volaille. En matière de protection des animaux, nous sommes donc sur la bonne voie en Suisse.

Grâce à mon expérience de plus de 20 ans en tant qu'inspecteur pour la protection des animaux,



je sais que le bien-être des animaux n'est pas lié au nombre d'animaux détenus dans une exploitation, mais bien plus à l'infrastructure, à la gestion de l'exploitation et à la méticulosité du chef d'exploitation. Ces dernières années, d'énormes progrès ont été réalisés en matière de construction. L'espace mis à disposition a été augmenté, une plus grande attention a été accordée à la circulation de l'air et à la lumière.

La sécurité de l'approvisionnement en danger

Les conséquences de l'initiative sur l'agriculture et la sécurité de l'approvisionnement en Suisse seraient désastreuses. Certes, les partisans de l'initiative nous font croire qu'elle n'affecterait que quelques grandes exploitations. Mais ce n'est pas vrai, car l'initiative toucherait aussi la grande majorité des étables pour bovins. Ce sont surtout de petites exploitations avec peu d'animaux qui seraient concernées. Les labels existants accordent déjà une grande importance au bien-être des animaux. Malheureusement, on a également dû constater, que le consommateur n'est souvent pas disposé à payer le surcroît de travail qui en résulte pour les agriculteurs, par le biais d'un prix justifié plus élevé. La conversion de l'ensemble de la production aux normes bio, comme le prévoit de facto l'initiative, affaiblirait considérablement la production nationale et entraînerait une hausse massive des importations. Les exploitations qui viennent de se réorienter et ont investi seraient fortement pénalisées par l'acceptation de ces exigences extrêmes.

Préjudice économique

A cela s'ajoute la composante de l'aménagement du territoire: De nombreuses halles, par exemple pour l'engraissement des poulets, ont été conçues et construites en fonction des effectifs maximums

en vigueur. Il est absurde de ne garder que 2'000 poulets dans une halle conçue pour en accueillir 18'000, et seulement 500 lorsque l'engraissement est terminé. La perte d'espace serait immense et pour continuer à fournir à notre population des aliments de haute qualité produits en Suisse, il faudrait construire d'innombrables poulaillers plus petits ou mobiles. En outre, il faut savoir que si quelqu'un a investi dans une halle d'engraissement conforme à la législation en vigueur, il ne peut pas passer aussi facilement à une production x fois moins importante sans subir de gros dommages économiques. L'engraissement des porcs et des poulets, ainsi que la production d'œufs, seront ainsi remis en question en Suisse.

Plus d'importations de denrées alimentaires

L'initiative extrême sur l'élevage intensif nous rendrait encore plus dépendants des importations de denrées alimentaires. L'objectif secret des initiateurs est sans doute de réduire drastiquement la consommation de viande en Suisse. Offrons à nos familles paysannes la confiance dont elles ont besoin et qu'elles méritent pour s'investir pleinement chaque jour dans leurs exploitations et votons NON à cette initiative inutile.

Andreas Gafner,
conseiller national UDF BE

Votation populaire fédérale du 25 septembre 2022

Prises de position de l'UDF

NON

Initiative sur l'élevage intensif

OUI

Financement additionnel de l'AVS par le biais d'un relèvement de la TVA

OUI

Modification de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants (AVS 21)

OUI

Modification de la loi fédérale sur l'impôt anticipé

